

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Macron amplifie les attaques au service du Capital **Seule la lutte de classe anticapitaliste** **permettra de résister et de vaincre !**

Il y a un an, l'échec de la mobilisation contre la loi Travail, a donné le feu vert au nouveau gouvernement Macron-Etienne pour continuer et accentuer les attaques anti-ouvrières et les mesures anti-sociales du gouvernement Hollande-Valls. Aujourd'hui l'échec de la mobilisation à la SNCF encourage Macron à amplifier la politique anti-sociale, répressive et au service des capitalistes et de l'impérialisme français menée dans la continuité de ses prédécesseurs; de l'augmentation du budget des armées à l'inscription dans la loi des mesures policières de l'état d'urgence et au vote d'une nouvelle loi répressive contre les migrants, de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes à la diminution des aides au logement, de la diminution des pensions à l'aggravation de l'insécurité des travailleurs par la mise en oeuvre des la réforme du code du travail, etc., en même temps qu'il fait passer des lois ou des mesures en faveur des grands groupes du BTP (loi «Elan» sur le logement) ou des gros industriels de l'agroalimentaire (refus d'interdire le glyphosate, etc.).

Macron n'est pas tant le «président des riches» que le président groupes capitalistes les plus puissants qui trouvaient Hollande-Valls trop timorés et Sarkozy trop inefficace dans leurs actions «réformatrices» (lire: anti-sociales). Les économistes ne peuvent que constater le bilan d'un an de Macronisme: la croissance économique a (timidement) repris, mais les inégalités sociales se sont creusées (1). C'est une loi inflexible du capitalisme, masquée dans les périodes d'expansion: il ne peut surmonter ses crises qu'en appauvrissant les prolétaires puisqu'il vit de leur **exploitation**.

Et alors que cette croissance économique, déjà bien faible, ralentit et que menace une nouvelle crise, il devient d'autant plus important pour le capitalisme d'amplifier les attaques contre les travailleurs afin de défendre sa raison d'être: son taux de profit. L'assurance-chômage et les retraites, ainsi que la Sécurité Sociale sont dans la cible au nom des «économies» à faire – en réalité ces prestations font partie de ce qu'on appelle le «salaire indirect» (les fameuses «charges sociales» que les patrons trouvent toujours trop élevées) et s'attaquer à elles, c'est s'attaquer au salaire. Par ailleurs le gouvernement a rappelé son objectif de diminution de 50 000 emplois dans la Fonction Publique dont 1800 dans l'Enseignement, ainsi que la réduction du nombre des emplois aidés, etc.

NON AU «DIALOGUE SOCIAL», OUI À LA LUTTE DE CLASSE !

Face à cette grêle d'attaques dictée par les besoins du capitalisme, les négociations traditionnelles entre «partenaires sociaux» se révèlent vaines, comme gémissent les dirigeants syndicaux qui ne jurent que par le «dialogue social» – c'est-à-dire la **collaboration de classes** où les intérêts prolétariens sont toujours sacrifiés aux intérêts bourgeois.

Cela ne les empêche pas de continuer à jouer la comédie des négociations avec le gouvernement (2); cela ne les empêche pas d'appeler «*le gouvernement à entendre les attentes sociales*» (!) et de lui demander bien gentiment «*qu'il ne soit plus uniquement (!) guidé par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique*» (communiqué commun CGT FO Solidaires UNEF UNI du 30/8). Ce n'est pas en le priant humblement de faire un geste pour les travailleurs qu'on peut arrêter le gouvernement dont la

politique et déterminée, non pas par l'«*idéologie*» (communiqué commun), mais par les **intérêts** capitalistes tout à fait concrets: seule la **lutte ouverte** peut y arriver.

Mais pour cela il faut que la lutte soit menée sur des bases de classe, **anti-capitalistes**. Les faits ont démontré que les sempiternelles journées d'action à répétition, comme lors de la lutte contre la loi Travail, ne servent à rien; que les grèves par intermittence comme à la SNCF, conçues pour gêner le moins possible l'entreprise, ne font qu'épuiser à la longue les grévistes; que les orientations corporatistes et de défense de l'entreprise données aux luttes ne peuvent que les isoler et les affaiblir, alors même que l'attaque est globale et touche tous les secteurs.

Pour résister et vaincre il est indispensable de tourner le dos à ces méthodes **défaitistes** et de revenir aux méthodes et aux moyens **de classe**: grève sans limitation de durée avec blocage réel de l'activité (piquets de grève, occupations...), solidarité et extension du mouvement aux autres catégories ou entreprises, organisation et direction de la lutte par les travailleurs eux mêmes (comités de grève, coordinations, AG souveraines...), défense exclusive des intérêts prolétariens et non de l'entreprise (publique ou privée), de l'économie locale ou nationale – qui ne sont pas autre chose que des intérêts bourgeois, etc.

Cela implique la rupture avec les orientations et les pratiques de la collaboration entre les classes qui sont le credo des organisations réformistes même quand elles se prétendent combatives. Les capitalistes et leur Etat ne sont pas des «partenaires» à convaincre, ce sont des adversaires de classe à combattre, en même temps que tous leurs valets! La riposte contre les attaques capitalistes en cours et en préparation ne peut pas attendre, ni être remplacée par l'impasse d'élections comme le préconisent les bonimenteurs réformistes: la force du prolétariat ne peut pas s'exprimer sur le terrain truqué des élections.

C'est uniquement sur le terrain de la lutte de classe ouverte et de l'organisation prolétarienne indépendante pour la lutte de défense quotidienne comme pour la lutte politique anti-capitaliste générale, que les prolétaires, qui produisent toutes les richesses de la société, ont la force potentielle de faire reculer les capitalistes et leur gouvernement, avant de passer demain à la contre-attaque pour en finir avec le capitalisme et l'Etat bourgeois!

POUR UNE LUTTE RÉSOLUE AVEC LES MÉTHODES ET LES MOYENS DE CLASSE !

POUR L'ORGANISATION PROLÉTARIENNE INDÉPENDANTE DES ORIENTATIONS BOURGEOISES ET COLLABORATIONNISTES !

POUR LA REPRISE DE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE CAPITALISME !

POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE INTERNATIONALISTE ET INTERNATIONAL !

(1) cf «Un an de présidence Macron», dossier *Alternatives économiques*, juillet 2018.

(2) Un membre de la délégation F0 après la rencontre avec le premier ministre: «On dirait une jolie pièce de théâtre ... *Si on veut responsabiliser, on met les acteurs en confiance!*» cf *Les Echos*, 31/8/18